



CHAPITRE 51

LOI CONCERNANT LES BOMBES LACRYMOGÈNES

CHAPTER 51

AN ACT RESPECTING TEAR BOMBS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de: "*Loi des bombes lacrymogènes*", S. R. 1925, c. 168A, a. 1; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.

1. This act may be cited as the *Tear Bomb Act*. R. S. 1925, c. 168A, s. 1; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.

2. Dans la présente loi:

"Bombe
lacrymo-
gène";

1° Les mots "bombe lacrymogène" désignent tout appareil ou dispositif servant à projeter ou émettre un gaz ou toute autre substance qui provoque les larmes;

"Person-
ne".

2° Le mot "personne" comprend également une société ou une corporation. S. R. 1925, c. 168A, a. 2; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.

2. In this act:

1. The words "tear bombs" mean any apparatus or device used to project or emit a gas or any other substance productive of tears;

2. The word "person" includes also a partnership or a corporation. R. S. 1925, c. 168A, s. 2; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.

3. Quiconque:

Infrac-
tions.

a) N'étant pas muni d'un permis encore en vigueur, a en sa possession, ailleurs que dans sa maison, sa boutique, son entrepôt, son bureau ou sa place d'affaires, ou porte caché sur sa personne, une bombe lacrymogène; ou

b) Vend ou, sans excuse légitime, donne ou prête une bombe lacrymogène à quiconque n'est pas porteur d'un permis encore en vigueur; ou

c) Dans le cas de la vente d'une bombe lacrymogène, néglige de faire une entrée de cette vente et de sa date, du nom de l'acheteur, de la date et du lieu de l'émission du permis et du nom de celui qui a émis ce permis, ou néglige d'envoyer, sous pli recommandé, un double de cette entrée à la personne qui a émis ce permis, ou néglige d'inscrire au dos du permis la date et le lieu de la vente et le nom du vendeur; ou

3. Every one who:

a. Not having a permit still in force, possesses, elsewhere than in his dwelling-house, shop, warehouse, office or place of business, or is carrying concealed on his person, a tear bomb; or

b. Sells or, without lawful excuse, gives or lends a tear bomb to any one not being the holder of a permit still in force; or

c. In the case of a sale of a tear bomb, neglects to make an entry of such sale, the date thereof, the name of the purchaser, the date and place of issue of the permit and the name of the issuer of the permit, or neglects to send a duplicate of such entry by registered mail to the person who issued the permit, or neglects to endorse upon such permit the date and place of sale and the name of the vendor; or

- d) Emet un permis prévu par la présente loi, sans autorisation légitime,—**
Peines. commet une infraction à la présente loi et est passible des peines ci-après édictées. S. R. 1925, c. 168A, a. 3; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.
- d. Issues a permit as provided in this act, without lawful authority,—**
Penalties. is guilty of an offence against this act and liable to the penalties hereinafter enacted. R. S. 1925, c. 168A, s. 3; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.
- 4. Le permis prévu par l'article 3 est fait en la forme prescrite par le procureur général et est émis gratuitement par le chef de la sureté provinciale et à la discrétion de celui-ci.**
Forme et émission du permis.
- 4. The permit referred to in section 3 shall be in the form prescribed by the Attorney-General and be issued gratuitously by the Chief of the Provincial Police and at the discretion of the latter.**
Form of permit.
- Ce permis demeure en vigueur durant la période de temps qui y est mentionnée, qui ne doit pas excéder douze mois.**
Durée. S. R. 1925, c. 168A, a. 4; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.
- Such permit shall remain in force the time therein mentioned, which shall not exceed twelve months.**
Duration. R. S. 1925, c. 168A, s. 4; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.
- 5. Le permis ci-dessus mentionné, lors d'un procès pour infraction à la présente loi, est une preuve *prima facie* de son contenu et de la signature de la personne par laquelle il est censé avoir été émis.**
Preuve. S. R. 1925, c. 168A, a. 5; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.
- 5. The above-mentioned permit, upon the trial of an offence against this act, shall be *prima facie* evidence of its contents and of the signature of the person by whom it purports to be granted.**
Evidence. R. S. 1925, c. 168A, s. 5; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.
- 6. Chaque fois qu'il le juge opportun dans l'intérêt public, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre l'application d'une quelconque des dispositions de la présente loi dans la partie de la province et pendant la période de temps qu'il juge à propos.**
Suspension de l'application. S. R. 1925, c. 168A, a. 6; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.
- 6. Whenever the Lieutenant-Governor in Council deems it expedient in the public interest he may suspend the operation of any of the provisions of this act in any part of the Province and for such period as he deems fit.**
Suspension of operation. R. S. 1925, c. 168A, s. 6; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.
- 7. Rien dans la présente loi ne doit s'appliquer au fait d'avoir sur soi ou au port, par tout membre des forces navales, militaires ou de la milice de Sa Majesté, ou par tout agent de la paix ou officier d'immigration, une ou des bombes lacrymogènes, ou à toute vente de bombes lacrymogènes faite de bonne foi par un fabricant ou une personne engagée dans un commerce de gros de bombes lacrymogènes à toute personne trafiquant de bonne foi de ces articles et ayant une place d'affaires établie et fixe.**
Personnes exemptées. S. R. 1925, c. 168A, a. 7; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.
- 7. Nothing in this act shall apply to the having upon his person or the carrying by any member of His Majesty's Naval, Military or Militia Forces, or by any peace officer or immigration officer, of one or more tear bombs, or to any *bona fide* selling of tear bombs by any manufacturer of or person trading wholesale in tear bombs to any person *bona fide* dealing in such articles and having an established and fixed place of business.**
Persons not affected. R. S. 1925, c. 168A, s. 7; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.
- 8. Tout constable ou agent de la paix peut fouiller toute personne qu'il a raison de croire et croit vraiment avoir sur elle une ou des bombes lacrymogènes con-**
Fouilles et saisies.
- 8. Every constable or peace officer may search any person whom he has reason to believe and does truly believe to have upon his person one or more tear**
Search and seizure.

trairement aux dispositions de la présente loi, et peut saisir toute bombe lacrymogène illégalement en la possession d'une personne qui n'a pas le permis encore en vigueur, visé par la présente loi. S. R. 1925, c. 168A, a. 8; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.

bombs, contrary to the provisions of this act, and may seize any tear bomb illegally in the possession of any person not having the permit, still in force, required by this act. R. S. 1925, c. 168A, s. 8; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.

Confiscation.

9. Toute bombe lacrymogène possédée ou portée en contravention avec la présente loi doit être déclarée confisquée par le juge de paix, le juge des sessions, le magistrat de district ou de police saisi de la cause au profit de la couronne, et il en est disposé suivant les instructions du procureur général. S. R. 1925, c. 168A, a. 9; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.

9. Any tear bomb possessed or carried in violation of this act shall be declared, by the justice of peace, judge of Sessions, district or police magistrate in charge of the case, forfeited to the Crown to be disposed of as the Attorney-General may direct. R. S. 1925, c. 168A, s. 9; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.

Peines.

10. Toute personne qui contrevient à une disposition de la présente loi est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, et à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et, au cas de récidive, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cent dollars et de pas plus de deux cents dollars, et à défaut du paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. S. R. 1925, c. 168A, a. 10; 21 Geo. V, c. 75, a. 1.

10. Every person who infringes any provision of this act shall be liable, in addition to the costs, to a fine not exceeding fifty dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than one month, and, in the event of a further offence, in addition to the costs, to a fine of not less than one hundred dollars and not over two hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than two months. R. S. 1925, c. 168A, s. 10; 21 Geo. V, c. 75, s. 1.